

Hotline cantonale pour l'accueil des réfugiés

Les autorités neuchâteloises se mobilisent pour accueillir les victimes de la guerre en Ukraine. Une ligne spéciale a été mise en service.

PAR DANIEL.DROZ@ARCINFO.CH



Plus de deux millions d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes ont pris la route de l'exil. KEYSTONE

Depuis le début de la guerre en Ukraine le 24 février, le service des migrations du Canton de Neuchâtel est fortement sollicité. Des particuliers ont posé de nombreuses questions en lien avec l'accueil des réfugiés, notamment sur la manière de faire venir des connaissances, des membres de leur famille ou de personnes qui se trouvent dans le canton depuis trois mois et qui

souhaitent y prolonger leur séjour.

Courriel à privilégier

Pour répondre à ce flux d'interrogations, «une hotline a été mise sur pied pour apporter conseils et orientation», a communiqué le Canton, hier. «En raison de la forte affluence, le courriel (SMIG.Ukraine@ne.ch) est à privilégier.» Le service des migrations invite par ailleurs les Ukrainiennes et Ukrainiens qui ont un point de

chute auprès de membres de la famille ou d'amis dans le canton à le contacter afin de les orienter au mieux sur leurs conditions de séjour. Pour les autres, il recommande de se rendre au Centre fédéral de Boudry pour y demander protection.

Rencontre avec la communauté ukrainienne

Pour sa part, Florence Nater, cheffe du Département de l'emploi et de la cohésion sociale, a rencontré des représen-

«**Ces capacités d'accueil cantonales actuelles pourraient être rapidement saturées en cas d'arrivées massives.**»
LE CONSEIL D'ÉTAT
AU SUJET DES CENTRES D'ACCUEIL

Jura: environ 180 personnes hébergées

Le Gouvernement jurassien a mis en place une cellule de coordination cantonale pour l'accueil des réfugiés ukrainiens. Il s'agit d'assurer une prise en charge organisée et de qualité dans une certaine durée. A ce jour, quelque 180 personnes sont hébergées dans le canton du Jura. Cette cellule de crise cantonale est dès à présent opérationnelle. Elle veillera à assurer la coordination entre les différents acteurs engagés dans l'accueil des réfugiés. Un lien sera assuré avec les collectifs locaux qui se sont créés spontanément afin de pouvoir encadrer et gérer les initiatives citoyennes.

Les réfugiés ukrainiens arrivés dans le Jura sont placés chez l'habitant. «L'hébergement collectif n'est pas adapté pour les familles, nous privilégions le réseau de familles d'accueil», a relevé Pierluigi Fedele, directeur de l'Association jurassienne d'accueil des migrants. **ATS**

tants de la communauté ukrainienne du canton. L'objectif? «Pouvoir se faire une meilleure idée de la situation actuelle en Ukraine ainsi que des besoins et de l'organisation de la communauté ukrainienne dans notre canton», explique le Conseil d'Etat. Le département de Florence Nater et celui d'Alain Ribaux – qui comprend la sécurité – ont été chargés de mettre en place une organisation de gestion de crise.

Neuchâtel, en collaboration avec la Confédération et les autres cantons, entend «apporter son aide et son soutien de manière rapide et pragmatique». Il s'agit notamment de s'organiser «pour disposer le moment venu des infrastructures nécessaires à l'accueil dans de bonnes conditions de réfugiés ukrainiens», précise le gouvernement.

Potentiel d'accueil

Le service des migrations accueille et héberge à Tête-de-Ran les personnes qui lui sont attribuées par la Confédération. Ce centre dispose d'une capacité d'accueil maximale de 135 places.

«Un potentiel de transferts de ce dispositif de premier accueil vers les appartements du second accueil existe», précise le Conseil d'Etat.

Le centre d'accueil de Couvet offre également un potentiel d'hébergement de 80 places et pourrait être remis en exploitation en l'espace de quelques jours seulement. «Toutefois, ces capacités d'accueil cantonales actuelles pourraient être rapidement saturées en cas d'arrivées massives.»

Bonne coordination souhaitée

Les initiatives de la société civile visant à offrir des chambres pour accueillir des Ukrainiens sont également les bienvenues. Le service des migrations étudiera toutes les offres proposées.

«Ce type d'accueil nécessite néanmoins une bonne coordination, notamment en ce qui concerne les questions en lien avec la scolarité des enfants, la couverture d'assurance maladie, ainsi que l'insuffisance des moyens de subsistance des personnes hébergées provisoirement auprès de privés», relève le gouvernement.

Apprendre à siéger dans un conseil d'administration

NEUCHÂTEL Des cours se tiendront pour la première fois à Microcity grâce à la Board Academy, entreprise fondée par une Neuchâteloise.

Siéger dans le conseil d'administration d'une start-up ou d'une petite entreprise, c'est la garantie de chevaucher les dernières technologies pour galoper dans les steppes inexplorées de l'innovation. Mais si vous pensez que vous pourrez profiter du paysage, Virginie Verdon se chargera de vous faire remettre le pied à terre. L'énergique Neuchâteloise, qui fut responsable du Développement économique du canton entre 2007 et 2008 et préside toujours le conseil

du Service des autos, est fondatrice de la Board Academy. Cette formation, née à l'EPFL, vise à élever le niveau de compétence et l'efficacité des conseils d'administration. Une session de cours aura lieu pour la première fois à Neuchâtel. Elle se tiendra à Microcity jusqu'au 30 mars 2022.

«Une des législations les plus dures d'Europe»

Virginie Verdon, qui a siégé dans de nombreux conseils et

met sur pied ces formations depuis 6 ans, a rencontré «beaucoup de gens qui ignoraient leurs lacunes». «Vous pouvez avoir été recruté dans un conseil pour les compétences acquises dans votre métier, mais ne rien connaître de la gestion d'une société». Une ignorance risquée: «Diriger une petite structure, c'est souvent très compliqué. Vous ne bénéficierez pas du soutien des services juridiques ou financiers dont sont pourvues les grandes en-



Le conseil d'administration, un pouvoir séduisant mais exigeant. KEYSTONE

treprises». Il est d'autant plus important de s'en rendre compte que la Suisse connaît une des législations «les plus dures d'Europe», assure Virginie Verdon. La loi donne davantage de responsabilités au conseil que dans d'autres pays.

«Les membres de conseils d'administration pensent souvent avoir été recrutés pour s'occu-

per surtout de la stratégie. Mais le code des obligations est clair à ce sujet, la responsabilité de la conduite de l'entreprise leur appartient, même s'ils peuvent déléguer la conduite opérationnelle à une direction d'entreprise. Chez nos voisins, en France notamment, c'est très différent, car l'essentiel de la responsabilité revient

aux membres de la direction. Ici, même si vous êtes nommé dans un conseil par votre commune ou votre employeur, c'est vous personnellement qui assumerez les responsabilités financières liées à votre statut d'administrateur ou d'administratrice.»

La formation aborde les questions de responsabilités par le biais de partage d'expériences: «on montre nos cicatrices», explique Virginie Verdon. D'autres aspects plus pragmatiques abordent la question des finances, le comptage des heures des employés ou l'application des charges sociales. D'autres modules abordent les relations avec les investisseurs, ou la gestion de crise.»

La formation est payante. Le programme start-up, par exemple, représente un investissement de 950 francs par participant. **LOÉ**